



FEDERATION DES SYNDICATS UNITAIRES

SNUI - SNUCCRF – SOLIDAIRES DOUANES. SUD-SNUDDI- SU. AU TRESOR – SUI –
SUD ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI –SUD CDC – SNABF – SUD INSEE

93bis, rue de Montreuil - 75011 PARIS Tél. 01.44.64.64.45 Fax : 01.43.48.96.16
fdsu@fdsu.org – <http://www.fdsu.org>

Déclaration liminaire FDSU : CTPM du 15 Juin 2004

Monsieur le Président,

Presque dix ans après avoir quitté le Ministère des finances vous devez aujourd'hui assurer les plus hautes responsabilités à Bercy.

Je ne doute pas un instant qu'en quelques semaines vous avez déjà pu mesurer ce qu'a été l'évolution de ce Ministère en dix ans.

Les ministres se sont succédés au cours de cette période, accumulant projet de réforme sur projet de réforme, avec des fortunes diverses certes, mais sollicitant toujours les personnels en termes de modernisation indispensable, d'adaptation inéluctable, d'évolutions incontournables.

Les agents tout au long de ces années ont fait la démonstration de leur capacité à se mobiliser, (y compris parfois dans un sens peu favorable aux aspirations de Ministres), pour mener à bien bon nombre de réformes.

D'aucuns pourraient encore nourrir, à la lumière de ces épisodes, l'idée d'une image d'immobilisme qui « colle aux basques » des agents de ce Ministère, alors qu'ils n'ont cessé d'être confrontés à d'énormes changements et depuis l'an 2000 plus particulièrement.

Alors, Monsieur le Ministre, aujourd'hui il me semble utile de vous faire état de quelques considérations générales surtout de quelques points essentiels qui présideront à nos relations au cours des mois, que dis-je, des années à venir !

En premier lieu j'évoquerais la nécessité de restaurer au sein de ce ministère le vrai sens des termes « dialogue social » et « négociations ».

Vous nous déclariez lors de l'entrevue que vous nous avez accordée lors de votre prise de fonctions que vous entendiez vous démarquer de vos prédécesseurs, y compris du dernier en date, (à certains égards au moins !) et peut être nous l'espérons particulièrement en matière de dialogue social.

Pour autant, vos premières annonces furent faites, avant même ce premier contact, à la presse en annonçant 5000 suppressions d'emplois d'ici à 2007 et la poursuite d'une politique de rigueur budgétaire.

Nous pouvions espérer mieux comme « entrée en matière », vous me permettez de vous le dire, car en ce sens vous reconduisiez d'emblée, de manière dogmatique, la politique menée par M. MER en matière d'emplois et de crédits.

Vous comprendrez donc notre hostilité déclarée sur ce projet ; en ce sens que les agents du MINEFI expriment une triple sensibilité concernant ces aspects de la Réforme de l'Etat telle que vous entendez la mener !

Le premier degré de cette sensibilité s'exprime en qualité de fonctionnaires qui ont dû assurer leurs missions « en encaissant » si je puis me permettre cette formule, des suppressions d'emplois importantes depuis plus de 3 ans, au nom de l'exemplarité du MINEFI dans le cadre de la Réforme de l'Etat, et la mise en œuvre de l'ARTT sans création d'emplois.

Autant de facteurs accumulés de la dégradation de leurs conditions de travail, s'ajoutant aux réformes structurelles et organisationnelles en cours !

Un deuxième degré de sensibilité trouve un écho particulier en qualité d'agent du MINEFI, très au fait du contexte économique et social de ce pays au regard notamment des données « fiscales et sociales » qui constituent leur quotidien au travers de l'exécution de leurs missions.

En effet, les choix politiques du Gouvernement RAFFARIN, auquel vous appartenez, dorénavant en qualité de Ministre des Finances, en matière budgétaire, fiscale et sociale, par diverses décisions se

sont révélées comme autant d'orientations synonymes de régression sociale qui n'ont pas échappé à l'analyse des agents du MINEFI qui les ont examinées avec une acuité toute particulière.

Réforme des retraites, baisse de l'IR au profit des plus riches, allègement de la fiscalité du patrimoine, perspective de réforme de l'assurance maladie en mettant à contribution les usagers, en épargnant tous les autres acteurs du contrat social et plus particulièrement les entreprises, tout cela n'échappe pas à l'analyse critique des fonctionnaires du MINEFI.

Le troisième degré de cette sensibilité s'exprime en qualité de citoyen particulièrement éclairé sur la chose publique !

Ainsi, sur le sujet de l'emploi, ils mesurent les annonces de 5000 suppressions d'emplois du MINEFI à l'aune de la perte assumée de millions d'euros de contributions sociales qui manqueront demain pour l'équilibre du budget de l'assurance maladie. Il y a là bien plus qu'un simple réflexe corporatiste ! Vous me l'accorderez !

Et puis, à ce titre, de citoyen-contribuable, cotisant. ils mesurent les incohérences du discours politique ambiant.

En effet, comment pourraient-ils, comment pourrions nous accepter, le discours gouvernemental, qui en l'espace d'une année fait la démonstration de contradictions majeures que le bon sens, d'un « bon père de famille » ne peut que condamner !

En effet, il y a, à peine un an, en plein conflit social sur la réforme des retraites M. FILLON nous tenait le discours visant à nous faire admettre la nécessité d'épargner et d'encore épargner individuellement car la solidarité intergénérationnelle n'était plus concevable et que chacun devait constituer son épargne retraite !

Aujourd'hui, le discours ambiant, qui est le vôtre, si je ne m'abuse, c'est, consommez, consommez et encore consommez, car il y va de l'avenir de l'équilibre budgétaire de l'Etat, de la croissance et de l'emploi.

Mais, Monsieur SARKOZY, les agents de ce Ministère ne demanderaient pas mieux que de satisfaire aux « injonctions » du gouvernement d'une participation active au développement économique et social de ce pays, mais avec quoi ?

La rigueur salariale est de mise dans la Fonction Publique depuis plus de 5 ans et je vous ferai grâce des chiffres qui en témoignent lorsque l'on compare les revalorisations salariales « royalement » octroyées au cours des 5 années passées et les taux d'inflation annuelle qui mathématiquement démontrent une perte de pouvoir d'achat très conséquente !

Par ailleurs, au cours de cette période, ils ont déployés une somme d'efforts conséquents, de chaque instant, démontrant toute leurs facultés d'adaptation, leurs capacités d'évolution en regard notamment des évolutions législatives et technologiques, et leurs attachement indéfectible au service public.

D'aucuns trouveront encore le moyen de saluer leur conscience professionnelle, leur abnégation et leur engagement au service de leurs concitoyens au travers d'un simple message annuel formulant les bons vœux et les remerciements d'un Ministre des Finances ou d'un premier Ministre

Aujourd'hui, permettez-moi de vous le dire : les agents de ce Ministère ne peuvent se payer de bons mots et encore moins de vagues promesses ! et en quelques domaines que ce soit !

Il n'y a guère longtemps, Monsieur le Président, vous défendiez, à juste titre, le concept de sécurité pour l'ensemble de nos concitoyens.

C'était certes dans le cadre d'un autre Ministère, mais je ne doute pas que vous saurez assurer les personnels du MINEFI de votre souci de les voir associés à des missions de sécurité qui en valent bien d'autres :

- La sécurité du consommateur que nos collègues des Douanes et de la DGCCRF assument en matière de garanties de qualité des produits consommés et aussi en réprimant des fraudes constituées.
- La « sécurité budgétaire » que les agents de la DGI et de la DGCP assurent en garantissant un traitement égalitaire des contribuables et des usagers en matière de gestion des deniers publics dans le cadre du contrôle fiscal et du recouvrement de l'impôt.

En matière de sécurité budgétaire, je voudrais souligner l'importance d'un contrôle fiscal de qualité et de la juste définition de la cible : la Fraude Fiscale !

La perspective d'un projet de loi d'Amnistie Fiscale ne peut que consacrer dans l'opinion publique l'idée d'une renonciation à la justice fiscale surtout si on la présente comme une mesure utile à la cohésion sociale !

Quelle image de leur mission devrait assumer les agents de ce Ministère s'ils devaient assumer demain le principe d'une démission !

De la même manière, que pouvez-vous nous dire de notre vision du rôle de l'Etat lorsqu'on évoque la réforme du service de la Redevance Audiovisuelle si demain le financement public de l'audiovisuel devait être revu tant dans les modalités de définition de son assiette, que de son contrôle ou de son recouvrement ?

En définitive, aujourd'hui je vous dirai que tous les agents de ce Ministère attendent que vous leur fassiez part de la vision que vous avez de l'avenir de ce Ministère et bien sûr de leur avenir !

« Bercy en mouvement ! » : ils n'ont pas attendu la formule de votre prédécesseur pour témoigner de leur engagement dans la dynamique de ce Ministère !

Aujourd'hui, qu'attendent les agents du MI NEFI ?

Autre chose qu'une rémunération au mérite assise sur des concepts d'évaluation de leur manière de servir directement inspirés du « privé » !

Surtout lorsque cette perspective s'agrément de toutes les perversions d'un système qui consacrent le manque de transparence quant aux modalités de leur « évaluation ».

Vous avez su corriger cette régression dans les garanties de gestion des carrières au Ministère de l'Intérieur en insistant sur le principe d'un recours officiel contre le contenu du compte-rendu d'évaluation.

Ce que vous avez su faire à l'Intérieur nous vous demandons de l'appliquer à l'extérieur : le recours contre cette procédure au MI NEFI !

Qu'attendent les agents du MI NEFI aujourd'hui ?

Ce qu'ils attendent :

- C'est la juste reconnaissance de tous leurs efforts déployés au cours des années passées au service de leurs concitoyens !
- C'est très concrètement la perspective d'un plan pluriannuel de qualifications qui enfin traduirait dans les faits autre chose que des formules « gagnant - gagnant gagnant ! » et définirait des perspectives de carrières qui butent aujourd'hui sur un échelon indiciaire terminal à dix ans, pardon, dorénavant quinze ou vingt ans de la retraite !
- C'est très concrètement l'annonce d'une rupture avec la politique affichée depuis plusieurs années par vos prédécesseurs, celle du mépris pour tous les efforts déployés par tous les agents de ce Ministère, que nous attendons et qu'ils attendent !
- Y compris les cadres qui manifestent leur désapprobation quant aux contingences supplémentaires que l'on veut leur voir supporter et assumer sans contre partie dans le cadre de l'évolution de ce Ministère décidément toujours soumis aux feux de l'actualité sociale

La mobilité a un coût ! Surtout aujourd'hui assumé par les agents sur leurs deniers personnels !

- Ils attendent, nous attendons de vous, que vous donniez du sens et surtout du « crédit », si vous me permettez cette formule, à vos propos marquant votre souci de vous démarquer de vos prédécesseurs.
- Quelle est votre vision du Service Public et de son avenir, Monsieur le Ministre ?
- Quelle est votre vision du rôle du MI NEFI M le Ministre d'Etat ?
- Quelle est votre vision du Rôle de l'Etat ?

Merci Monsieur le Président.